



CDEN du 12 novembre 2020. Déclaration FSU 77

Monsieur le préfet, madame la vice-présidente du conseil départemental, madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous voilà réunis pour un CDEN « bilan de rentrée » premier et second degré.

Au-delà de l'axe « carte scolaire » qui sera décliné par madame l'Inspectrice d'Académie, nous souhaitons tirer un autre bilan de cette rentrée scolaire, tant sur le plan sanitaire que pédagogique. L'année a commencé, mais dans quelles conditions ?

« Nous sommes préparés à tout », clamait le ministre de l'Education Nationale en une d'un quotidien, la veille de la prérentrée. Mais qui était ce « nous » ? Certainement pas un ministre resté muet jusque fin août sur les conditions de rentrée et qui a ensuite, une nouvelle fois, enchaîné les prises de paroles confuses et contradictoires. Comme un symbole de cette légèreté, plusieurs ministres ont été obligés de reconnaître début septembre que les dispositifs de garde d'enfants mis à l'isolement, ou malades de la COVID, étaient à l'étude : le gouvernement reconnaissait donc que rien n'était prêt pour faire face à une situation pourtant largement prévisible.

Alors que dans certains territoires, des mesures drastiques étaient prises concernant les cafés, les restaurants, les salles de sport, etc... le protocole de l'Éducation Nationale était, lui, allégé ... Le jour de carence, dont la logique conduit les agent-es à minorer leurs symptômes, était rétabli, et aucun adulte supplémentaire n'était prévu pour soulager des personnels épuisés et en état de tension extrême quelques semaines seulement après la rentrée. Rappelons-nous également que pour répondre à l'objectif du gouvernement de ne pas fermer les classes, ce qui était primordial, il aurait fallu autre chose que des règles qui évoluent en cours de route, fixant en fin de compte le nombre de cas positifs à trois pour fermer une classe.

Pourtant, comme chaque année, les acteurs de la communauté éducative, et notamment les enseignant-es, ont été au rendez-vous. Au rendez-vous, malgré les consignes ministérielles reçues au compte goutte, souvent au travers des médias et dont les dernières, tant attendues, sont arrivées le vendredi 28 août à 21h.

Cette rentrée était hors norme et ses conséquences étaient prévisibles. La FSU l'a dit et répété : personne ne peut sortir indemne de deux à trois mois d'école à distance. Des aménagements de programme étaient nécessaires pour éviter que des élèves ne se trouvent en grande difficulté dès la rentrée. Il fallait prendre le temps de reconstruire les conditions indispensables pour des apprentissages solides.

La seule réponse du ministère face aux disparités des élèves dues au confinement fut de promouvoir, dans le premier degré, les désormais fameuses évaluations de septembre. Alors que les élèves ont vécu depuis le mois de mars une scolarité particulièrement bouleversée, la rue de Grenelle a fait comme si de rien n'était et a maintenu le calendrier de début d'année des évaluations, pourtant déjà fortement remises en cause en temps ordinaire par la communauté enseignante. Dans le second degré, aucun aménagement des programmes non plus, mais seulement un renforcement du dispositif « devoirs faits » qui ne saurait se substituer à des heures de cours.

Pourquoi le ministre s'évertue-t-il à cadenasser la pédagogie dans la classe en imposant ces évaluations, au lieu de donner la main aux équipes pour évaluer au plus près de la réalité des apprentissages des élèves, des progressions dans les classes ? Le saupoudrage d'heure d'AP ne suffit pas et ne doit tromper personne.

Pour tout cela, et pour respecter les consignes sanitaires, les effectifs auraient dû être allégés dans les classes.

L'École aurait besoin d'un investissement massif mais ne va pourtant pas bénéficier comme il se doit du plan de relance du gouvernement : l'investissement par élève français-e est de 30% inférieur aux pays qui réussissent le mieux et qui parviennent le mieux à gommer les impacts de l'origine sociale sur les résultats scolaires.

Mais pendant ce temps, de plateau de télévision en plateau de radio, le Ministre continue de balader le grand public, dédésespérer les enseignant-es. Après l'observatoire des salaires mis en place en 2018, voici qu'on nous propose un Grenelle des professeurs. Des mots et de la manipulation de symboles, pour mieux cacher le néant. Aucune vraie mesure, des promesses revues à la baisse et un Ministre qui, prétendant être le ministre des enseignants, se montre bien peu à leur écoute, les méprise quand il ne les ignore pas.

Voici la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Éducation Nationale. Des personnels usés, pressés jusqu'à la moëlle, obligés d'appliquer des réformes bâclées et injustes dans des conditions sanitaires déplorables et dangereuses. Des personnels maltraités par l'administration et mal payés.

Et que dire de cette rentrée des vacances de la Toussaint ? Une nouvelle rentrée dans l'inquiétude et la précipitation, sans aucune anticipation, sans prendre en compte ce que vivent les enseignant-es et autres personnels.

Alors que nous devons faire face à une nouvelle vague de la pandémie et à un re-confinement, notre Ministre continue de désorganiser l'Ecole en multipliant ordres et contrordres, notamment au sujet de l'hommage à notre collègue Samuel Paty.

N'aurait-il pas été plus simple, comme l'avait d'ailleurs demandé la FSU, de décaler la rentrée d'un jour ?

Vraisemblablement, cette solution aurait permis de gérer l'impératif de sécurité publique, de prendre en compte les besoins de temps de concertation des équipes pour préparer l'accueil des élèves, mais également de ne pas désorganiser les transports scolaires et les moyens des collectivités territoriales. Elle aurait surtout permis de rendre un hommage à la hauteur de l'engagement de notre collègue assassiné pour avoir exercé son métier, sa mission en cours d'Enseignement Moral et Civique, destiné à échanger et débattre afin d'éveiller l'esprit critique des élèves. C'est toute la communauté éducative (les personnels mais aussi les familles et les élèves) qui est profondément atteinte et endeuillée, et au-delà l'ensemble de la société. L'assassinat lâche et abject d'un enseignant porte aussi atteinte à des principes fondamentaux de la République comme la liberté d'expression, la liberté de conscience, la laïcité, et il a profondément meurtri les enseignant-es.

La réduction de l'hommage à notre collègue assassiné à une minute de silence en classe et à une lecture prédéfinie et tronquée sans temps d'explication constitue un nouveau mépris des élèves comme des enseignant-es.

Le ministre désorganise également l'école en maintenant en place un protocole sanitaire auquel s'ajoute uniquement le port du masque pour les élèves de plus de six ans, car pour le reste, il n'est en rien renforcé puisque les préconisations sont à mettre en place « si possible... »

Le re-confinement décidé par notre gouvernement dans la précipitation nourrit l'inquiétude des personnels, des élèves et de leur famille et illustre, une fois de plus, le manque d'investissement dans les services publics.

On aurait pu penser que la gestion de l'épidémie conduirait à une attention toute particulière portée aux services publics. Avec 20% de l'emploi en France, l'accueil de millions d'utilisateurs, élèves, étudiant-es, ils sont un enjeu majeur en termes de circulation et de regroupement de personnes. Sans compter, bien entendu, qu'ils soignent, éduquent, cultivent, font progresser les connaissances, entretiennent, assurent la sécurité, contribuent à faire fonctionner et à réparer la

société, des fonctions toutes essentielles en temps ordinaire, devenues vitales dans la situation que nous connaissons.

Si la fermeture des écoles n'est effectivement pas souhaitable afin de ne pas reproduire les dégâts du printemps dernier, la rentrée des classes du lundi 2 novembre s'est déroulée sans réelles garanties sanitaires pour protéger personnels et élèves. Il est donc grand temps que le ministère active la première hypothèse du plan de continuité pédagogique avec l'accueil de demi-groupes d'élèves permettant ainsi la distanciation physique et le non brassage tout en préservant la relation pédagogique. Ne pas prendre les bonnes décisions fragilise l'avenir immédiat.

Le ministère doit également fournir gratuitement tous les équipements et garanties nécessaires à une bonne protection des personnels et des élèves (masques chirurgicaux, gel hydroalcoolique, nettoyage, sanitaires en nombre suffisant, moyens d'aération renforcés...), sans oublier le retour à une mise à l'abri des personnels vulnérables.

Le port du masque par les élèves en élémentaire ne peut remplacer la distanciation et le non-brassage, il ne peut que simplement s'y ajouter.

Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans cette situation, il n'a rien anticipé par manque d'investissements publics ! Contrairement au mois de mars où le virus a surpris tout le monde, la probabilité d'une « 2e vague » était annoncée par les scientifiques. Pour être en capacité d'y répondre, il aurait fallu investir massivement dans l'hôpital public et dans l'école publique notamment.

Cette crise sanitaire met en lumière pour l'ensemble de la communauté éducative les retards cumulés en dotation dans notre département. Ainsi la Seine et Marne conserve et conforte la position peu enviable de 101ème et dernier département en termes de taux d'encadrement dans les écoles du premier degré. Dans les collèges et les lycées, les effectifs par classe ne cessent d'augmenter, les heures d'enseignement diminuent au fil des réformes permettant de réaliser des économies budgétaires qui vont à l'encontre de l'intérêt des élèves.

Pour la FSU, solidarité et justice sociale doivent guider nos actions, davantage encore en période difficile, et les services publics en être les garants.

La FSU a réclamé un plan de recrutement massif d'enseignant·es pour alléger les effectifs, venir en aide aux élèves décrocheurs et soutenir les élèves en grande difficulté. Nous avons demandé, également, la gratuité des masques pour les familles, certaines catégories sociales pouvant difficilement faire face à ce coût supplémentaire. Nous avons requis, par ailleurs, des masques de type PE et non en tissu souple, afin de garantir aux agent·es une réelle sécurité sanitaire.

Enfin, nous avons rappelé la nécessité d'aider les collectivités territoriales à remplacer les agent·es absent·es tout en renforçant les brigades, car leur rôle est essentiel dans la gestion de la crise sanitaire. A toutes ces demandes de bon sens donc, la réponse est : vous n'aurez rien ; ni moyens supplémentaires pour gérer les difficultés liées ou engendrées par la crise, ni améliorations significatives de vos conditions de travail et salaires.

Nous ne pouvons conclure ce bilan de rentrée sans parler des conditions d'exercice dégradées des AESH, personnels fondamentaux pour la réussite des élèves, et de la maltraitance que subissent les enfants en situation de handicap depuis la mise en place des PIAL. Jusqu'ici, les élèves bénéficiant d'une notification de la MDPH étaient dans leur immense majorité accompagnés par une AESH sur la semaine, parfois deux. Cette année, un même élève peut être suivi par quatre AESH différentes, avec des volumes horaires parfois dérisoires (1h/semaine, 1h/15 jours, une récréation de 15 min/semaine en maternelle...). De nombreuses AESH suivaient en septembre entre 10 et 14 élèves, répartis sur 3 établissements. Nous constatons que la multiplication des intervenants perturbe fortement ces élèves en grande fragilité, qui ont avant tout besoin de stabilité. A cause du faible volume horaire attribué à chaque AESH pour un élève, à cause du grand nombre d'élèves suivis, nos collègues éprouvent d'énormes difficultés à respecter la phase d'observation pour mieux agir, à créer le lien de confiance, indispensable à l'acceptation et à l'efficacité de leurs missions. Dans ce type de travail, chacun le sait, le facteur humain est primordial.

Le lien entre les AESH s'occupant d'un même élève, et le lien avec les professeurs de cet élève est lui aussi mis à mal par la double ou triple affectation. En effet, un grand nombre d'AESH exerce désormais dans un collège et dans des écoles primaires ou maternelles parfois situés dans des communes non limitrophes.

Les conséquences sont lourdes pour ces personnels : absence de temps de concertation, perte d'informations, course contre la montre avec parfois le sacrifice de la pause déjeuner, stress qui se communique inconsciemment à l'élève, et fatigue, horaires entre le collège et l'école primaire ne coïncidant que rarement, ce qui provoque parfois l'arrivée en plein cours, frais de déplacement remboursés en théorie mais pas dans la réalité, puisque le remboursement est conditionné au justificatif de l'utilisation des transports publics, rendu impossible par les contraintes horaires. A cela s'ajoute une précarisation supplémentaire des contrats, et des pressions sur les affectations ou sur la reconduction de ces contrats. Et tout cela pour un salaire dérisoire !

La situation sanitaire vient encore aggraver leurs conditions de travail de par leur proximité avec les élèves suivis, dont certains ne portent pas de masque, et la multiplication des lieux

d'exercice. Nous sommes donc au regret de constater que, pour l'instant, la mise-en-place des PIAL dans le 77 est un échec pédagogique, une machine à démoraliser les agents, et qu'elle se révèle de plus dangereuse sur le plan sanitaire.

Pour toutes ces raisons, nous demandons l'embauche d'AESH supplémentaires, leur stabilisation dans un établissement d'exercice et auprès d'un ou deux élèves, une revalorisation de leur salaire et le remboursement de tous leurs frais de déplacement, la non-transformation des CDI de 39 heures des AESH-Co en contrats de 22 ou 29 heures, et une vraie formation tout au long de leur carrière.

Notre responsabilité syndicale est de construire avec les personnels de l'éducation nationale, et dans une unité la plus large possible, une alternative à cette politique néolibérale qui accroît les inégalités sociales, démantèle les services publics, empêche l'émancipation des individus. D'autres solutions sont possibles : c'est le sens de la campagne sur l'École que va mener la FSU à partir de la fin novembre, pour proposer un autre projet que celui du Grenelle des Professeur·es, dont même le nom respire la naphtaline. Cette campagne offensive pour la réussite de toutes les élèves sera ponctuée d'initiatives, et la question de la grève est clairement posée. Nous n'attendrons pas 2022 et continuerons à nous opposer à ce gouvernement de régressions, car les enjeux sont par trop importants.

Je vous remercie.